

# Les retraites : un enjeu de civilisation

Catherine Mills

Après celle de 2010, une nouvelle réforme des retraites est en préparation pour 2013. Systémique, celle-ci prépare une nouvelle régression d'ampleur pour les salariés et futurs retraités qui se veut être la dernière parce que remettant en cause définitivement les fondements de notre système de retraite solidaire.

Face au désastre annoncé, il est urgent de faire monter dans les luttes les conditions d'une alternative radicale de progrès qui assure la pérennisation de notre système de retraite. C'est un enjeu de civilisation.

**L**es plans gouvernementaux sur les retraites sont dangereux. Ils visent à relever l'âge de la retraite et la durée de cotisation, à réduire les pensions et le financement solidaire des retraites. Les retraites sont présentées comme une charge, alors qu'articulées à une politique familiale moderne ainsi qu'à un financement nouveau lié à la promotion de l'emploi et des salaires, elles contribueraient à une issue de progrès à la crise systémique.

## I. Pour une réforme de progrès social des retraites

### *Répondre aux besoins liés à la démographie*

La part des 60 ans et plus augmente certes mais l'accroissement de l'espérance de vie permettrait la conquête sociale d'une retraite active. Les retraites permettent le remplacement et le renouvellement de la force de travail. Les retraités à la durée de vie allongée participeraient à des activités sociales utiles et créatrices (formation, vie associative et culturelle). Il s'agirait encore de financer de façon solidaire le risque dépendance et de créer un nouveau service public de l'autonomie.

### *Contre les inégalités de la retraite*

Les inégalités d'espérance de vie : 7 ans entre les ouvriers et les cadres supérieurs, plus élevées encore pour l'espérance de vie en bonne santé, doivent être combattues. Il faut agir sur les causes de la mortalité prématurée des hommes ouvriers. Il faut revaloriser les pensions les plus basses, concernant particulièrement les femmes, inférieures de 38 % à celles des hommes.

### *Rompre avec la régression du pouvoir d'achat des retraités*

Loin d'être des « nantis », on voit resurgir l'importance des retraités pauvres. Il faut revaloriser les pensions : 75 % du revenu net d'activité pour une carrière complète.

**L'avancement de l'âge de la retraite pour ceux qui ont commencé à travailler tôt, et la reconnaissance effective de la pénibilité du travail.**

**Nous refusons l'augmentation de la durée de cotisation, nous défendons la retraite à 60 ans.**

**Sécurisation de l'emploi et de la formation, de tous les âges de la vie et de l'avenir des retraités.**

Pour les jeunes, nous proposons une allocation-autonomie-formation et la prise en charge comme période cotisée de leurs années d'études.

Le taux d'activité et d'emploi des seniors doit être accru. Rompre avec l'éviction des travailleurs vieillissants. 2/3 des salariés sont sortis du monde du travail dès 55 ans (retraite anticipée ou forcée, chômage, RSA...), avant l'âge de la retraite. Cela est aggravé par le report de l'âge de la retraite et entraîne des cotisations en moins pour le système de retraite et des prestations chômage en plus.

La sécurisation de l'emploi et de la formation sécurise les cotisations, outre la prise en charge par des cotisations des années d'interruption de la carrière.

## II. Un nouveau financement de la retraite par répartition

Il faut garantir le financement de la retraite par répartition. Celle-ci repose sur la solidarité intergénérationnelle ; les cotisations d'aujourd'hui sont immédiatement versées à ceux qui sont en retraite. Elles alimentent la consommation, la croissance réelle et l'emploi. Alors que la capitalisation repose sur l'épargne individuelle et les placements financiers, au détriment des retraites, de l'emploi et de la croissance réelle.

### *Garantir le financement par la promotion des cotisations sociales*

Les dogmes libéraux présentent les cotisations sociales comme un boulet handicapant l'emploi, en prétendant que cela élève de façon excessive le coût du travail et s'oppose à la compétitivité des entreprises.

Au contraire les cotisations sociales favorisent la demande pour les débouchés des entreprises et la croissance, à l'opposé de l'austérité. Les salariés cotisent en fonction de leur capacité contributive et reçoivent des prestations sociales en fonction de leurs besoins.

Nous sommes opposés à la fiscalisation de la protection sociale (CSG, TVA). Celle-ci vise la réduction des cotisations sociales notamment patronales, la pression sur les salaires et les retraites. Cela réduit les gestions paritaires. La CSG, loin d'être plus juste que les cotisations, ne repose que sur les ménages (et pour 88 % sur les salariés et les retraités), les revenus financiers des ménages ne contribuent que pour 11 %.

### *Dégager de nouveaux moyens de financement pour garantir l'avenir*

On peut pour cela réformer l'assiette des cotisations patronales, accroître le taux et la masse des cotisations sociales patronales, en modulant le taux de cotisation patronale en fonction du rapport Salaires/VA afin de relever la part des salaires dans la valeur ajoutée.

Ainsi les entreprises qui relèvent cette part, en développant l'emploi, les salaires, et la formation, seraient assujetties à un taux de cotisation relativement abaissé,

tandis que l'accroissement des salaires, de l'emploi, permettrait des cotisations accrues.

Inversement, les entreprises qui licencient, réduisent la part des salaires dans la valeur ajoutée, fuient dans la croissance financière, seraient assujetties à un taux de cotisation beaucoup plus lourd.

### *Une nouvelle cotisation sur les revenus financiers des entreprises et des institutions financières*

Ceux-ci s'élèvent à plus de 300 milliards d'euros par an. Ils échappent largement aux prélèvements sociaux. Nous proposons de les soumettre au taux de la cotisation patronale sur les salaires, 10 % pour les retraites, ce qui apporterait plus de 30 milliards d'euros au système de retraites. Cela contribuerait à la croissance réelle, contre la financiarisation.

### *En guise de conclusion*

Notre projet c'est une transformation sociétale de très grande ampleur, c'est un véritable enjeu de civilisation. Nous voulons un service public des personnes âgées. Nous voulons articuler une sécurisation tout au long de la vie et la promotion des activités créatrices des retraités et des dépendants. ■

